Les renseignements généreux

production et diffusion de brochures pédagogiques



Notre collectif réalise des brochures qui se veulent concises et pédagogiques sur des sujets qui nous préoccupent et/ou nous révoltent. Nos exposés ne sont pas exhaustifs mais constituent une première approche visant à dégager des pistes de réflexion, d'action et d'approfondissement.

Si vous jugez que ces brochures contiennent des erreurs ou pourraient être améliorées, n'hésitez pas à nous présenter votre argumentation, ainsi nous progresserons ensemble vers une plus juste vision de la réalité.

Diffusion et photocopiage encouragés : non à la marchandisation des idées ! Puisez ce qui vous inspire, ce qui vous semble utile pour vos actions ou votre réflexion. Mais, si possible, imprimez sur papier recyclé...

Titres disponibles

1. **Critiques et espoirs du commerce équitable** (Élan solidaire ou aménagement capitaliste ?)
2. **De la Françafrique à la Mafiafrique** (Les dessous de la politique française en Afrique)
3. **Pourquoi la dette des pays du Sud** (Les mécanismes d'un appauvrissement organisé)
4. **L'idéologie du développement** (contradictions de la théorie, désastres de la pratique)
5. **Que devient l'aide au développement ?** (L'envers de l'aide française au développement)
6. **À la conquête de notre imaginaire** (Les impacts intimes et politiques de la publicité)
7. **Comment blanchir l'argent sale ?** (Manuel pour crapules modernes et citoyens naïfs)
8. **Sommes-nous en démocratie ?** (La démocratie représentative en question)
9. **La culture du narcissisme** (Les impacts du système capitaliste sur notre psychisme)
10. **Les illusions du progrès** (Le progrès face à ses conséquences politiques et écologiques)

D'autres brochures sont en chantier sur l'agriculture, le nucléaire, la sociologie, les médias...

Retrouvez nos brochures (et bien d'autres choses) sur

http://rengen.ouvaton.org

Imprimé sur papier recyclé (fourni par Alp'papier, www.papirralp.fr)

L' IDÉOLOGIE DU DÉVELOPPEMENT



Des contradictions de la théorie aux désastres de la pratique

Les renseignements généreux – juin 2005

Pourquoi cette brochure ?

Qu'est-ce que le *développement* ? Interrogez n'importe qui, plus spécialement des acteurs de la solidarité internationale censés « faire du développement » ; vous obtiendrez la plupart du temps des définitions différentes, faisant appel à des notions plus ou moins vagues, plus ou moins argumentées.

Le mot *développement* ne fait pas l'objet d'une définition unique, acceptée par tous. Son contenu fait débat. Il est rare que ceux qui l'utilisent le définissent avant de l'employer, même au sein des institutions internationales ou des ONG.

Pire : le plus souvent, tout projet dans un pays du Sud* sera qualifié de *contribution au développement*. Qualifié, ou *justifié* ainsi ? Quand l'étendard du développement est brandi, on est prié de se taire. Par sa force d'évocation positive, ce mot suscite l'adhésion. Face aux critiques, certains pensent que le développement doit être *amélioré*, rendu *durable*, *humain* voire *éthique*. Mais pour la majorité des occidentaux, il est une incarnation du Bien, une nécessité, la passerelle vers un monde meilleur, aussi bien pour nous que pour les pays dits *sous-développés*.

Nous souhaitons pourtant interroger ce concept de *développement.* Quelle est son origine ? Quel est son sens ? Quels sont ses effets ?

Loin de prétendre à l'exhaustivité, nous nous efforcerons de présenter des pistes de questionnement**.

Fructueuse lecture.

PLAN

* *Pays du Sud* rassemble les expressions *pays du Tiers-Monde, pays sous-développés,* ou encore *pays en voie de développement.* Bien qu'elle simplifie le clivage « hémisphère Nord industrialisé/hémisphère Sud pauvre » et gomme la grande hétérogénéité de tous ces pays, et bien qu'il nous arrivera de désigner aussi les pays de l'Est par cette expression, nous l'utiliserons par souci de commodité.

** Notre exposé s'inspire fortement des travaux de René Dumont, Ivan Illich, François Partant, Serge Latouche, Gilbert Rist, Eric Toussaint, Cornélius Castoriadis, Vandana Shiva, François-Xavier Verschave (pour ne citer qu'eux).

Pour aller (beaucoup) plus loin

Notre exposé n'est qu'une modeste introduction vers une réflexion bien plus approfondie. Citons ces quelques livres particulièrement pédagogiques :



Survivre au développement
Serge Latouche, éd Mille et une nuits, 2004

Une excellente introduction à l'oeuvre de Serge Latouche. Notre seul regret : les éditions *Mille et une nuits* appartiennent au groupe Lagardère, multinationale de l'armement.

Le développement. Histoire d'une croyance occidentale
Gilbert Rist, éd Presses de Sciences Po, 1996



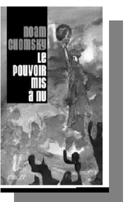
Un ouvrage très précis sur l'histoire du développement, étudié ici en tant que croyance.



Des ruines du développement
Wolfgang Sachs, Gustavo Esteva, éd Le serpent à plumes, 2003

Une série de textes concis et critiques autour du thème du développement, à partir d'exemples concrets.

Le pouvoir mis à nu
Noam Chomsky, éd écosociété, 2002



A travers des exemples précis, Noam Chomsky explique à quel point les politiques des superpuissances occidentales n'ont pas pour but le développement des pays du Sud mais la préservation d'un ordre mondial hégémonique.

Citons enfin : ***Défaire le développement, refaire le monde***, actes d'un colloque rassemblant une vingtaine d'auteurs dont Ivan Illich, Vandana Shiva, François Brune, José Bové, etc. (éd Parangon, 2003)

Mais également le site internet de l'association ***La ligne d'horizon***, sur lequel vous trouverez de nombreux textes sur le développement et sur l'oeuvre de François Partant, auteur de nombreux ouvrages critiques sur le développement : **http://www.lalignedhorizon.org**

Autrement dit, nous avons le désagréable sentiment que, pour un Occidental qui part plein d'enthousiasme participer à un projet de développement au Sud, dix occidentaux y sont déjà et font des dégâts qui nécessiteraient des milliers de projets de développement pour y remédier. Pire, parmi ces Occidentaux qui partent plein d'enthousiasme et de belles intentions, il nous semble que la majorité fera, par inexpérience, manque de maturité ou pure bêtise, l'inverse de ce qu'il faudrait faire, et peut-être plus de dégâts que si elle n'était pas venue. Les ONG peuvent continuer à faire des projets de développement indéfiniment ; cela restera dérisoire comparé à la politique économique mondiale.

Bien sûr, un bon projet n'est pas dérisoire pour les gens qui en bénéficient. Mais, en terme de cohérence, si l'on souhaite vraiment oeuvrer pour le développement des pays du Sud, ne faut-il pas lutter autant contre les causes que contre les effets de la misère ?

Quand les dépenses publicitaires françaises équivalent le total de l'aide publique au développement des pays de l'OCDE (45 milliards d'euros en 1999), quand les fonds mondiaux contre le sida, la tuberculose et la malaria peinent à réunir des fonds alors que les pharmacies occidentales regorgent de produits amincissants et de gadgets pour chiens, quand les inégalités s'étendent au Nord comme au Sud, on est en droit de vouloir une transformation sociale. En ce sens, nous nous demandons s'il ne serait pas plus efficace de consacrer l'essentiel de nos énergies à la lutte contre la politique actuelle que d'ériger des projets de développement.

Le développement comme colonialisme ?

« On me parle de progrès, de réalisations, de maladies guéries, de niveaux de vie élevés au-dessus d'eux-mêmes. Moi, je parle de sociétés vidées d'elles-mêmes, de cultures piétinées, d'institutions minées, de terres confisquées, de religions assassinées, de magnificences artistiques anéanties, d'extraordinaires possibilités supprimées. On me lance à la tête des faits, des statistiques, des kilométrages de route, de canaux, de chemin de fer. Moi je parle de milliers d'hommes sacrifiés au Congo-Océan [chemin de fer]. Je parle de ceux qui, à l'heure où j'écris, sont en train de creuser à la main le port d'Abidjan. Je parle de millions d'hommes à qui on a inculqué savamment la peur, le complexe d'infériorité, le tremblement, l'agenouillement, le désespoir, le larbinisme. On m'en donne plein la vue de tonnage de coton ou de cacao exporté, d'hectares d'oliviers ou de vignes plantés. Moi je parle d'économies naturelles, d'économies harmonieuses et viables, d'économies à la mesure de l'homme indigène désorganisées, de cultures vivrières détruites, de sous-alimentation installée, de développement agricole orienté selon le seul bénéfice des métropoles, de rafles de produits, de rafles de matières premières. »

Aimé Césaire, *Le développement comme colonialisme,* cité dans L'écologiste n°6

Préambule : la naissance du développement

« Il y a un peu plus de cinquante ans est née [...] une espérance aussi grande pour les nouveaux "damnés de la terre", les peuples du tiers-monde, que le socialisme l'avait été pour les prolétariats des pays occidentaux. Une espérance peut-être plus suspecte dans ses origines et ses fondements, puisque les Blancs en avaient apporté avec eux les graines et qu'ils les avaient semées avant de quitter les pays qu'ils avaient pourtant durement colonisés. Cette espérance, c'était le développement. Mais enfin, les responsables, dirigeants, élites des pays nouvellement indépendants présentaient à leur peuple le développement comme la solution de tous leurs problèmes. »

Serge Latouche

Survivre au développement, éd Mille et une nuits, 2004

La naissance du concept de *développement* se situe après la seconde guerre mondiale, en pleine période de décolonisation*. Le discours inaugural du président des États-Unis, Truman, le 20 janvier 1949, est généralement considéré comme le "point de départ". Voici quatre points clés de ce discours :

– Les pays occidentaux sont *développés*, les autres pays sont *sous-développés*.
– Les causes du *sous-développement* sont internes aux pays du Sud ; ces derniers souffrent d'un manque de progrès techniques et économiques.
– L'Occident doit diffuser ces progrès pour *développer* les pays du Sud.
– Cette mission se veut humaniste : il s'agit de « supprimer *la souffrance des populations* », « *éradiquer les maladies* », etc.

« Ainsi naquit brusquement ce concept charnière [...] qui engloutit l'infinie diversité des modes de vie de l'hémisphère Sud dans une seule et même catégorie : sous-développée. Du même coup et pour la première fois, sur les scènes politiques importantes, surgissait une nouvelle conception du monde selon laquelle tous les peuples de la terre doivent suivre la même voie et aspirer à un but unique : le développement. Aux yeux du Président, le chemin était tout tracé : "Une plus grosse production est la clé de la prospérité et de la paix." *[...] Dans cette perspective, les nations se classent comme les coureurs : celles qui traînent à l'arrière, et celles qui mènent la course. Et* "les États-Unis se distinguent parmi les nations par le développement des techniques industrielles et scientifiques". »**

* Nous verrons dans la suite de cet exposé combien la réalité de cette « décolonisation » est fortement contestée.

** Wolfgang Sachs, *Des ruines du développement* (voir bibliographie)

Les pays industrialisés vont peu à peu créer des institutions visant à appliquer des projets de *développement* : ministères spécialisés[*], Programme des Nations Unies pour le Développement, Banque Mondiale, Fonds Européen de Développement, ONG, etc. Aujourd'hui, l'ensemble des pays de l'OCDE[**] consacre officiellement près de 60 milliards de dollars par an au titre de l'aide publique au développement.

En 50 ans, différentes définitions du développement se sont multipliées. Cependant, il nous semble qu'elles se rejoignent sur certaines grandes lignes :

<u>Au niveau économique</u>

La plupart des définitions sont centrées sur la recherche de *croissance*, justifiée par la théorie dite du *trickle down effect*[***]. Selon cette théorie, les bénéfices de la croissance ont des retombées sociales pour toute la population ; les pauvres eux-mêmes profiteraient automatiquement des créations d'emplois et de la production accrue des biens et des services. Il s'agit donc de *moderniser* les pays du Sud en développant leurs industries, leurs productions, leurs échanges commerciaux.

A partir des années 70, devant l'explosion des chiffres de la pauvreté, les priorités affichées sont, avant tout, la satisfaction des besoins de base et la lutte contre la misère. Le postulat de la croissance capitaliste reste toutefois inchangé. Il est de plus en plus associé à la *libéralisation* des marchés. Par exemple, l'OCDE affirme qu'un *« élément essentiel pour le développement* [est] *une libéralisation plus poussée des échanges multilatéraux, se traduisant à la fois par une baisse des droits de douane et par des échanges plus faciles »* car cela *« entraînerait en une année des gains de bien-être importants à l'échelle mondiale. »*[****]



extrait de la page d'accueil du site de la Banque Mondiale janvier 2004

* En France, le ministère de la Coopération fut créé en 1959. Il était l' héritier du ministère des Colonies, puis de l'Outre-mer. Depuis 1998, il est rattaché au ministère des Affaires étrangères.

** L'Organisation de Coopération et de Développement Economique rassemble 29 pays parmi les plus industrialisés de la planète, tous « *attachés à la démocratie et l'économie de marché* » (voir site www.oecd.org).

*** expression notamment utilisée par la Banque Mondiale (www.banquemondiale.org).

**** L'Organisation des Nations Unies rejoint ce projet. Ses « Objectifs du Millénaire pour le Développement » (objectifs pour 2015) sont à la fois de « réduire l'extrême pauvreté et la faim », « assurer l'éducation primaire pour tous », « réduire la mortalité infantile », « assurer un environnement durable » mais également « mettre en place un système commercial et financier multilatéral ouvert » (traduisez : faciliter l'accès aux marchés par la libéralisation).

Post scriptum : La responsabilité des ONG

Les critiques exposées précédemment concernent davantage les politiques menées par les États occidentaux et les grandes institutions internationales que les actions menées par la multitude d'ONG se revendiquant du *développement*. On ne peut mettre sur le même plan un expert de la Banque Mondiale et un volontaire d'une petite association de solidarité internationale. Bien que tous deux placent leurs actions sous le signe du développement, l'élan qui les anime nous semble bien différent.

Malgré tout, nous pensons que ces critiques concernent la plupart des ONG de développement. En effet :

- La majorité des ONG est financée par de grandes institutions (États, Union Européenne, Banque Mondiale, etc.). Il nous paraît essentiel de s'interroger sur le rôle éventuel de légitimation des politiques institutionnelles que ces financements contribuent à jouer.
- Nombre de "petits" projets de développement partagent, au fond, les mêmes présupposés que de grandes projets institutionnels (par exemple, l'économie comme source de bien-être), ou participent à la même dynamique : désenclavement, augmentation de la production, développement d'une filière commerciale, transformation de ressources naturelles en biens marchands, etc. L'échelle varie, mais l'idéologie est identique.
- Beaucoup d'ONG nous semblent ne pas questionner réellement les causes de la misère contre laquelle elles luttent.
- Enfin, nombre de projets de développement sont décidés sans la participation des populations concernées, ou en alors en se limitant aux élites locales.

Bien sûr, il existe aussi de nombreuses associations de solidarité internationale dont les présupposés sont bien différents et propagent des idées de démocratie participative, d'autonomie, de réciprocité. Elles font un réel travail en terme d'éducation populaire, de santé, d'accès à l'eau et à l'énergie. Ces projets sont portés par des élans solidaires qui nous semblent sincères. Mais, par rapport à tout ce qui se fait au nom du développement, ces initiatives nous paraissent extrêmement minoritaires.

Nous sommes interpellés par le fait que tous ces petits projets de développement coexistent avec d'énormes dynamiques internationales qui nagent à contre-sens. Pour utiliser une image, ce serait comme éponger la fuite d'un barrage avec un coton-tige sans chercher à arrêter ceux qui sont en train de le casser à grands coups de bulldozers. Pire encore, ce sont souvent ces derniers qui distribuent les cotons-tiges.

Conclusion

> « Quand on me traite de "catastrophiste", je réponds que le pire des catastrophismes n'est pas d'annoncer les catastrophes quand on pense qu'elles se préparent, mais bien de les laisser survenir par le seul fait qu'on ne les a pas prévues et, pire encore, qu'on s'est interdit de les prévoir. C'est pourquoi je classerais volontiers dans la catégorie des "catastrophistes" les innombrables auteurs qui s'emploient à rassurer l'opinion, sans mettre en cause le système mondial, sa dynamique et son évolution. Ceux qui prétendent que chômage et misère sont des maux passagers auxquels on trouvera des remèdes. Ceux qui présentent comme conciliables les intérêts des peuples du tiers-monde et des travailleurs du monde industriel. Ceux qui soutiennent qu'il est possible de vaincre la faim là-bas sans un changement radical des politiques et des rapports économiques ici, ou sans que ce changement s'effectue à notre détriment. »
>
> François Partant, *La fin du développement*, éd Babel, 1997

Questionner, en quelques pages, un concept qui mobilise tant d'humains, d'institutions, d'argent public et d'enjeux politiques ? Tous les arguments que nous avons tenté d'exposer méritent approfondissement. Nous espérons néanmoins vous avoir donné l'envie d'aller plus loin.

Et maintenant, pour qui est convaincu de l'impasse où nous mène ce développement-là, que faire ? Faut-il imaginer un autre développement ? « *On est entré dans "l'ère des développements à particule" pour tenter de conjurer magiquement les effets négatifs de l'entreprise développementiste. On a vu des développements "autocentrés", "endogènes", "participatifs", "communautaires", "intégrés", "authentiques", "autonomes et populaires", "équitables"... sans parler du développement local, du micro-développement, de l'endo-développement et même de l'ethno-développement ! En accolant un adjectif au concept de développement, il ne s'agit pas vraiment de remettre en question l'accumulation capitaliste. Tout au plus songe-t-on à adjoindre à la croissance économique un volet social comme on a pu naguère lui ajouter une dimension culturelle, et aujourd'hui une composante écologique.* »*

Vaste débat, auquel nous espérons avoir apporté quelques éléments de réflexion.

* Serge Latouche, *Survivre au développement* (voir bibliographie)

Au niveau social

La notion de *bien-être* est souvent reprise dans les définitions officielles. Par exemple, le Rapport des Nations-Unies de 1986 présente le développement comme un processus « *qui vise à améliorer sans cesse le bien-être de l'ensemble de la population et de tous les individus, sur la base de leur participation active, libre et significative au développement et au partage équitable des bienfaits qui en découlent.* » Il s'agit de « *rendre le développement plus démocratique et plus participatif. Ces choix doivent comprendre des possibilités d'accéder au revenu et à l'emploi, à l'éducation et aux soins de santé, et à un environnement propre ne présentant pas de danger.* »*

De manière générale, la dignité humaine et la liberté sont au centre de la plupart des définitions. Ainsi, pour le pape Paul VI, « *le développement ne se réduit pas à la simple croissance économique. Pour être authentique, il doit être intégral, c'est-à-dire promouvoir tout homme et tout l'homme.* » Pour la Commission Sud**, « *Le développement est un processus qui permet aux êtres humains de développer leur personnalité, de prendre confiance en eux-mêmes et de mener une existence digne et épanouie. C'est un processus qui libère les populations de la peur du besoin et de l'exploitation et qui fait reculer l'oppression politique, économique et sociale.* »

Au niveau environnemental

Les définitions modernes du développement font de plus en plus référence à l'environnement. Au Sommet de la Terre de Rio en 1992, on affirma que « *Le développement, c'est-à-dire la satisfaction des besoins de l'humanité, suppose pour être durable de ne pas construire lui-même ses propres obstacles. Les conséquences, à moyen et long terme, des orientations choisies ne doivent pas aboutir à des impasses sociales, économiques, biologiques ou environnementales. [...] les êtres humains sont au centre des préoccupations relatives au développement durable. Ils ont droit à une vie saine et productive en harmonie avec la nature.* »

Nous pourrions multiplier les exemples de définitions. Retenons que les « idées mères » qui semblent se dégager de la majorité des définitions officielles sont :

– *la croissance* et *le progrès*, sources de bien-être matériel.
– *le bien-être matériel*, source de bien-être individuel et d'harmonie sociale.
– *la démocratie*, sur un modèle occidental.

* C'est ainsi qu'en 1990, le PNUD a créé l'Indice de Développement Humain (IDH), indicateur basé sur l'accès à la santé, l'éducation, l'emploi, etc.

** Commission qui rassemble des chefs d'États de pays du Sud.

I Un concept flou

> « Ce qui caractérise un mot plastique, c'est d'avoir appartenu d'abord à la langue courante, où il possède un sens clair et précis (le développement d'une équation), d'avoir ensuite été utilisé par la langue savante (le développement des espèces selon Darwin), et d'être aujourd'hui repris par la langue des technocrates dans un sens si extensif qu'il ne signifie plus rien, sinon ce que veut lui faire dire le locuteur individuel qui l'emploie. »
>
> Uwe Pörsken, *Plastikwörker*, éd Klett-Cotta,1989

Les définitions du développement utilisent des mots qui suscitent l'adhésion : *bien-être, harmonie, vie saine, existence épanouie, progrès, démocratie, autodétermination des peuples...* Qui serait contre une vie saine ? Contre le bien-être ? Contre la démocratie et le progrès ? Toutes ces connotations émotionnelles et morales forment un consensus autour du terme développement.

Mais, à la réflexion, tous ces concepts nous semblent flous. Qu'est-ce qu'une vie saine ou épanouie, *exactement* ? Sommes-nous capables de répondre à ces questions, à propos de notre vie d'abord, de la vie de tous les humains ensuite ? Selon quels critères ? En ce qui concerne l'autodétermination des peuples, de quels peuples parle-t-on ? Et de l'intérêt de quel groupe au sein de ces peuples ? Concernant la démocratie, de quel système parle-t-on ? Les pays occidentaux sont-ils réellement des démocraties ?* Rares sont les définitions du développement qui approfondissent ces termes.

De plus, le concept de développement présente des aspects ethnocentristes. Par exemple, la nature est perçue comme une ressource à exploiter, ce qui est inconcevable dans de nombreuses autres cultures. *« Si le python est mon ancêtre, comme le pensent les Achantis, à moins que ce ne soit le crocodile, comme pour les Bakongo, difficile de faire des ceintures ou des portefeuilles avec leur peau. Si les forêts sont sacrées, comment les exploiter rationnellement ? »*** Idem pour la vision de la pauvreté : *« Des Occidentaux -ou des "développeurs"- en visite dans quelques villages d'un pays du Sud affirment souvent que "ces gens-là n'ont rien", pour la simple raison qu'ils sont aveugles à des formes de richesse qui ne font pas partie de leur univers conceptuel. [...] Il ne s'agit pas bien sûr de faire un éloge rousseauiste de la pauvreté, mais simplement d'éviter de confondre la simplicité de certains modes de vie avec la "pauvreté modernisée" créée par l'extension du système de marché. »***

* cf. la brochure *Sommes-nous en démocratie ?* (Les renseignements généreux)
** Ces citations sont tirées de *Survivre au développement* de Serge Latouche (voir bibliographie)

Les armes occidentales de communication massive

Les pays du Sud sont submergés par la communication occidentale (informations, films, publicités, livres, etc.). Celle-ci est essentiellement motivée par des motifs mercantiles. Quel est le message central de l'immense majorité de ces productions culturelles ? En caricaturant : *« Chez nous règnent la paix, la liberté, les droits de l'homme, le bonheur, la richesse, c'est le paradis ! »*

Au-delà de ce *spectacle*, quels contacts humains les populations du Sud ont-elles avec l'Occident ? Ceux liés au tourisme de masse, aux représentants de grandes entreprises, aux projets de développement, à l'armée. Par exemple, quand un Africain rencontre un Occidental en chair et en os, il s'agit, la plupart du temps, soit d'un touriste*, soit d'un travailleur expatrié (généralement occupant des responsabilités), soit d'un acteur du développement (souvent bien rémunéré)**, soit d'un militaire.

Comment réagit la plupart des humains des pays dits *sous-développés* ? Le contraste avec leur niveau de vie est tel qu'il engendre de violents sentiments de frustration et de fascination. C'est une des raisons pour lesquelles autant de clandestins cherchent à tout prix à s'établir dans nos contrées.

De son côté, l'opinion publique occidentale est partagée. Consciente de son opulence par rapport au Sud, elle a généralement mauvaise conscience. Mais, parallèlement, elle est fascinée par l'exotisme et y puise une sorte de vitalité culturelle. En témoigne le succès de la "World Music", des décorations et modes exotiques***, du tourisme, des restaurants aux noms évoquant des destinations lointaines… La culture du Sud se consomme. Mais, ce n'est pas pour autant que se développent une réelle empathie, un désir de réciprocité, des actes de solidarité et de résistance.

* Selon l'ONU, 10% des quelques 600 millions de touristes parcourant le monde en 2000 avaient le sexe pour seule motivation. En Thaïlande, le chiffre d'affaires lié au tourisme sexuel représenterait 12% du PIB. Dans ce pays, un tiers des femmes engagées dans la prostitution serait constitué de mineures. Le réseau international contre la prostitution et le trafic d'enfants, (ECPAT www.ecpat.net) explique comment « certains parents vendent leurs enfants pour pouvoir s'acheter des télévisions, réfrigérateurs ... »
** maison luxueuse, employés de maison, salaire énorme par rapport au pays d'accueil,... Cette description caricaturale ne s'applique pas à tous les acteurs du développement, loin de là. Mais ces descriptions « néo-colonialistes » sont si souvent entendues et partagées qu'elles semblent esquisser un courant important parmi les acteurs du développement.
*** Combien de Français décorent leur salon avec des tissus ou des masques africains sans s'intéresser le moins du monde à ce qui se passe là-bas... cf. l'analyse de l'imagerie des pays du Sud véhiculée par la publicité dans la brochure *A la conquête de notre imaginaire* (Les renseignements généreux).





Nous sommes bien loin de l'image angélique d'un Nord aidant le Sud. Le financement des ONG de développement ou des programmes éducatifs et sociaux apparaît plutôt comme des actes minoritaires ; ces derniers contribuent à légitimer et masquer les pratiques réelles, à présenter un visage généreux aux yeux de l'opinion publique.

De fait, les pays du Sud jouent un rôle vital dans l'économie des pays industrialisés. Si les pays du Sud choisissaient l'autarcie ou devenaient totalement insolvables, que deviendraient, au Nord, les industries et le secteur énergétique, privés de matières premières (pétrole, minerais, denrées alimentaires)* ? Que deviendraient les compagnies de navigation maritimes et aériennes, les banques, les compagnies d'assurance, les agences de voyage, les multinationales, les exportations d'armement ?

Inversement, si les pays du Sud devenaient économiquement compétitifs, la crise des pays industrialisés serait massive. Nous connaissons déjà les effets de la délocalisation sur l'emploi en France... *« La promotion d'une industrie dans un pays du Sud prive, à terme, les nations industrielles de plus de travail qu'elle ne leur en donne dans l'immédiat. »***

Bien que la majorité des échanges internationaux se réalise entre les pays occidentaux, le commerce avec les pays du Sud est indispensable à la bonne marche de l'industrie. Il s'agit donc de maintenir les pays du Sud en état de dépendance et d'infériorité économique, tout en s'assurant de leur solvabilité. Par exemple, la dette peut être considérée comme un mécanisme permettant aux pays du Sud de maintenir leurs importations (par l'emprunt), d'augmenter leurs exportations à bas prix (pour rembourser les emprunts), tout en restant incapables d'occuper une position économiquement dominante.

* En 2003, les produits pétroliers représentaient près de 50% de l'énergie totale consommée en France. Le pétrole est importée pour 30% de la mer du Nord, 24% du Moyen-Orient et 22% d'Afrique En 2001, 78% de l'électricité consommée en France était d'origine nucléaire mais plus de 60% de l'uranium est importé d'Afrique (Niger, Gabon...). (source : Ministère de l'économie et des finances).

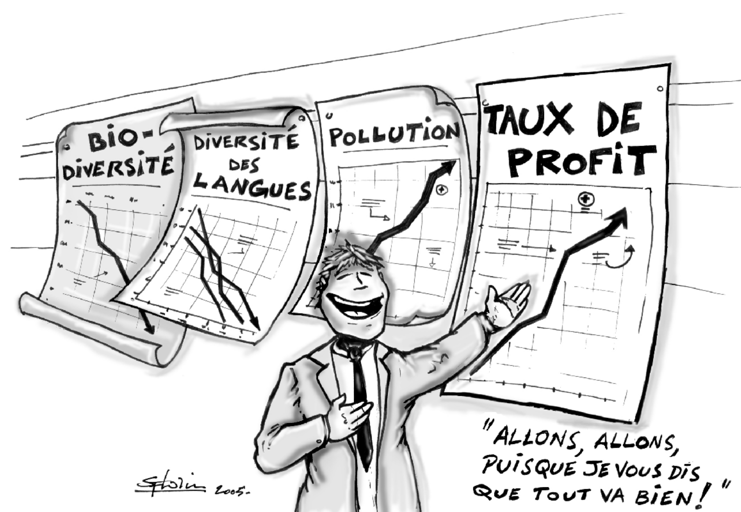
** François Partant, *La fin du développement,* éd Babel, 1997

II Une impasse socio-économique

> « On nomme développement l'accès d'une frange infime de la population à la voiture individuelle et à la maison climatisée. On nomme développement l'élargissement de la fracture sociale entre cette infime minorité qui accède à une richesse insolente, et la masse de la population confinée dans la misère. »
>
> Jean Aubin, *Croissance : l'impossible nécessaire*, éd Planète bleue, 2003

Le pari du développement pourrait se résumer ainsi : grâce à la mise en place de mesures économiques et techniques imitant le modèle occidental (industrialisation, développement des échanges commerciaux et des transports, croissance économique, etc.), les pays du Sud pourront "rejoindre" le niveau de vie des pays occidentaux. Ce pari se base sur une hypothèse implicite ; il n'y aurait pas, actuellement, de relation entre l'enrichissement au Nord et la pauvreté au Sud. Autrement dit, une augmentation mondiale de la prospérité matérielle serait possible. Les causes du sous-développement seraient *internes* aux pays dits *sous-développés.*

Après 50 ans de politiques menées au nom de ce pari, dans quelle situation se trouvent les populations des pays du Sud ?



L'accroissement des inégalités mondiales*

– *Inégalités sociales.* Depuis 1950, la richesse de la planète aurait été multipliée par six. Mais, parallèlement, le revenu moyen des habitants de 100 des 174 pays recensés serait en pleine régression, tout comme l'espérance de vie. Sur 73 pays regroupant 80% de la population planétaire, 48 pays auraient vu les inégalités sociales augmenter. En Afrique subsaharienne, la moitié des habitants serait plus pauvre qu'en 1990. En 1960, si les 20% les plus riches de la planète disposaient de revenus 30 fois supérieurs à ceux des 20% les plus pauvres, cet écart serait de 60 en 1990, de 74 en 1997. L'écart de revenu entre le milliard d'humains le plus riche et le milliard le plus pauvre, de 1 à 30 en 1960, serait passé de 1 à 150 en 1990.**

– *La faim dans le monde* est en constante augmentation. Par exemple, entre les périodes 1995-1997 et 1999-2001, le nombre de personnes souffrant de la faim dans les pays dits *en développement* aurait augmenté de 18 millions. Au total, plus de 800 millions de personnes souffriraient de la faim.

– *Les maladies.* Le nombre de victimes du paludisme aurait doublé en trente ans (un million de décès en 2000, dont 90% en Afrique). De manière générale, chaque jour, 30 000 enfants mourraient de maladies facilement curables. En Afrique subsaharienne, un enfant sur 6 mourrait avant l'âge de 5 ans. Chaque année, près de 500 000 femmes décéderaient de complications liées à la grossesse ou l'accouchement.***

– *L'économie.* La dette des pays dits *en développement* est passée de moins de 10 milliards de dollars en 1960 à près de 2 400 milliards de dollars en 2002. Mexique (en 1982), Argentine (en 2001), Taiwan (en 1997), Indonésie (en 1998), Brésil (en 2002)... La liste est très longue des pays du Sud dont l'économie a reçu un choc dévastateur.

Nous pourrions allonger cette liste déjà significative. La plupart des organismes internationaux font état d'un creusement des inégalités mondiales, non seulement entre pays du Nord et du Sud, mais également à l'intérieur de chaque pays.

* Ces données sont extraites de rapports du PNUD, de la Banque Mondiale, du FMI ou encore de l'OCDE. Elles sont pour la plupart disponibles sur le site de *L'observatoire des inégalités* (www.inegalites.org).

** De nos jours, 2,8 milliards d'humains vivraient avec moins de 2 dollars par jour. Parallèlement, en 1998, la fortune des 225 personnes les plus riches de la planète était estimée comme équivalent le revenu annuel total des 2,5 milliards d'humains les plus pauvres, soit environ 1000 milliards de dollars.

*** De plus, le virus du sida s'étend : 22 millions d'humains en seraient morts en 2000, plus de 40 millions seraient infectés par ce virus (dont 75% en Afrique subsaharienne. Au Zimbabwe ; l'espérance de vie passerait ainsi de 53 ans en 2000 à 27 ans en 2005).

IV Le masque de la néo-colonisation

> « Du temps des entreprises coloniales on disait en Europe que les peuples du Tiers-Monde étaient *primitifs, arriérés, barbares, non-civilisés*, etc. Ce qui contribuait à transfigurer le processus brutal d'expropriation colonialiste en mission civilisatrice et humanitaire. [...] L'ordre établi tend à se justifier au nom d'une définition, généralement conçue comme universelle et éternelle, une essence métaphysique du Beau, du Bien, du Juste, du Sacré, du Vrai, du Normal, du Naturel, etc. »
>
> Alain Accardo
>
> *Introduction à une sociologie critique,* éd Mascaret,1997

La rhétorique du développement est un outil de politique étrangère destiné à masquer le processus réel de domination du Nord sur le Sud ; voici résumée une critique centrale du concept de développement.

Nous ne rentrerons pas ici dans les détails. Il existe suffisamment d'ouvrages décrivant les politiques néo-colonialistes des États-Unis ou de la France*. Celles-ci visent le développement ou le maintien des intérêts économiques et politiques occidentaux à tout prix, la lutte contre l'avancée communiste du temps de la guerre froide, ou, de manière générale, contre tout mouvement à caractère indépendantiste, le détournement de l'aide au développement, le pillage des matières premières, la mise en place de dictatures "sous contrôle", etc.

*« Rappelons la formule cynique d'Henry Kissinger** : "la mondialisation n'est que le nouveau nom de la politique hégémonique américaine". Mais alors quel était l'ancien nom ? C'était tout simplement le développement économique lancé par Harry Truman en 1949 pour permettre aux États-Unis de s'emparer des marchés des ex-empires coloniaux européens et éviter aux nouveaux États indépendants de tomber dans l'orbite soviétique. »****

* Sur la politique néo-colonialiste de la France en Afrique, nous vous conseillons les brochures *De la Françafrique à la Mafiafrique* et *Que devient l'aide au développement ?* (Les renseignements généreux). Sur la politique néo-colonialiste des États-Unis en Amérique latine, en Asie ou au Moyen-Orient, nous vous conseillons le livre *De la guerre comme politique étrangère des USA,* Noam Chomsky, éd Agone, 2001. Petite anecdote : « *desarollito* » (développementiste) était une insulte en Amérique du Sud dans les années 50, car elle désignait l'impérialisme américain (cité par Gustavo Esteva dans *L'Ecologiste* n°6).

** secrétaire d'état du président Nixon (États-Unis) de 1973 à 1977.

*** Serge Latouche, *Survivre au développement* (voir bibliographie).

Au moindre signe avant-coureur d'une déchéance trop grande du pauvre, le riche s'inquiète, s'affole et se précipite. Mais on aurait tort d'y voir une quelconque détermination altruiste, la moindre résolution au partage, un élan humaniste minimum. Celui qui fait le voyage, celui qui va concrètement vers l'autre, sur le terrain, celui-là, l'activiste humanitaire, peut-être est sincère. Mais ce n'est pas lui qui finance son "transport" et son geste. C'est la richesse qui l'engage et le paie, la richesse qui ne paie jamais que pour être riche, pour prolonger son enrichissement. Ce qui se fera sur le terrain est sans importance. Elle en laisse volontiers et sans remords la responsabilité à ceux qui s'y rendent et coordonnent comme ils peuvent leurs initiatives.

Car il ne s'agit pas véritablement de combattre efficacement, il s'agit seulement de montrer que l'on combat. Cette intervention est essentiellement d'ordre symbolique. Il faut craindre que le pauvre déchu trop bas en vienne à ne plus croire en la possibilité d'une amélioration de son état social, c'est-à-dire son possible enrichissement.

Le "bon" pauvre de notre système est celui qui croit à la richesse, à ses valeurs, qui l'espère et l'admire, et éprouve continuellement le désir de tendre vers elle. S'il venait à ne plus y croire, il risquerait d'inventer d'autres formes et valeurs, établissant un autre système absolument différent et qui, peut-être, pourrait ridiculiser le riche et sa volonté maniaque de possession. Lui, le riche qui connaît de l'intérieur la vanité des possessions et sait combien est fragile la chimère qui l'a placé si haut, cette hypothèse le terrorise. Il lui faut donc rester exemplaire : montrer de l'attention et de la compassion à ceux qui ne parviennent pas à lui ressembler et faire en sorte qu'ils soient tous bien convaincus que la responsabilité de l'échec leur revient. Le pauvre doit penser que s'il n'est pas riche, c'est de sa faute, que son manque d'intelligence, de compétence, de méthode, de capacités en somme, en est seule cause. [...]

Une lutte contre la pauvreté serait possible. Pas celle que nous avons décrite ici et dont le cynisme fait vomir, non, une lutte véritable. Elle lutterait contre la pauvreté d'un mot, richesse, auquel a été retranché l'essentiel de son sens. La vraie richesse humaine, plutôt que dans l'accumulation individuelle ou collective délirante d'argent et de biens matériels, n'est-elle pas dans une capacité constante à acquérir et partager de la connaissance, de la sagesse, des sciences, de l'intelligence, de l'imaginaire, de la beauté, de la puissance poétique, une haute conscience de l'autre ? Si tout à coup c'était bien cela la richesse, on verrait qu'elle est mieux répartie, mieux partagée que ce que l'on croit, comment chacun en a mais aussi en *est* un morceau. »

En effet, l'accroissement des inégalités touche également les populations des pays riches. L'exemple des États-Unis est particulièrement révélateur. En 2003, les 5% des ménages américains les plus riches disposaient de 21,4% du revenu national contre 16,6% en 1973. Parallèlement, les 40% les plus pauvres sont passés de 14,7 à 12,1% du revenu national. Dans les pays occidentaux, les inégalités ont commencé à s'accroître dès le milieu des années 70. Jusque-là, ces pays vivaient une période de très forte croissance économique (appelée "les trente glorieuses"). Si l'on met de côté les dégâts sur l'environnement, la richesse créée se diffusait plus ou moins parmi toute la population, ce qui renforçait le caractère séduisant des théories du développement.

Au final, nous constatons que les inégalités se développent au sein de tous les pays du monde ; la richesse se concentre aux mains d'une classe aisée de plus en plus restreinte. *« Les uns se "développent", tandis que les autres sont exclus. Et tandis que la fracture principale passait jusqu'ici entre le Nord et le Sud, elle s'installe de plus en plus à l'intérieur de chaque État-nation, ce qui contribue à rendre toujours moins pertinent l'usage du vocabulaire convenu (pays riches, pays pauvres, Nord, Sud, sociétés industrielles, Tiers Monde). »*[*]

Les objectifs officiels du *développement* ne sont pas atteints et semblent produire l'inverse de ce qu'ils promettent.

Dresser "l'état du Monde" est une démarche suspecte

Les statistiques globales gomment les énormes disparités de la planète. Même si des tendances dominantes sont observables, les pays du Sud ne forment pas un "Tout" homogène. De plus, la quasi-majorité des chiffres sur "l'état du monde" émanent d'instances internationales : Nations Unies, Banque Mondiale, OCDE… Ces chiffres sont la référence incontournable. Présenter d'autres sources suscite généralement la suspicion (par ailleurs, celles-ci sont quasi-inexistantes). Ce monopole des "indicateurs du monde" est problématique. Ces chiffres sont-ils représentatifs de la réalité ? A notre niveau, comment vérifier si 2,8 milliards d'humains vivent effectivement avec moins de deux dollars par jour ?

Quel serait l'intérêt de manipuler ces statistiques ? Les institutions internationales présentent-elles une vision catastrophique du monde pour justifier ou intensifier leurs programmes ? Pour contribuer à enfermer l'occidental moyen dans une vision miséreuse du monde qui l'aide à accepter sa condition "mauvaise-mais-moins-pire-que-là-bas" ? A l'inverse, ces chiffres sont-ils sous-estimés ? A notre niveau, nous ne pouvons trancher ce débat.

* Gilbert Rist, *Le développement, histoire d'un croyance occidentale* (voir bibliographie)

Pour toutes ces raisons, il est permis de douter du pari développementiste, selon lequel la prospérité économique a des retombées sociales pour tous et entraîne bien-être social et individuel.

Le doute est d'autant plus grand si l'on examine l'atmosphère sociale des sociétés occidentales dites économiquement prospères. Taux de suicide élevé*, forte consommation d'antidépresseurs, individualisme**, stress, travail aliénant ou précaire, chômage, racisme, familles éclatées, mendicité, criminalité importante, corruption, mafia… Nous pourrions multiplier les éléments de réflexion. Pourtant, notre société est *développée* : croissance économique, infrastructures modernes, accès à l'eau et l'énergie généralisé, transports performants, produits manufacturés en tout genre, nourriture abondante, hôpitaux, écoles, etc.



* En France, on aurait compté 11 000 suicides et plus de 160 000 tentatives en 1997. Ils constitueraient la première cause de décès des 25-34 ans. La même année, près de 15% des plus de 16 ans seraient dépressifs. Ce taux aurait été multiplié par 6 depuis 1970 (statistiques INSEE).

** cf. la brochure *La culture du narcissisme* (Les renseignements généreux)

Est-on riche dès que l'on possède davantage que notre vie n'a de besoins objectifs ? Certainement, non. Les besoins vitaux humains ne sont pas grand chose, et posséder plus que pas grand chose n'est pas assez à la richesse. C'est relativement à la fortune d'autrui qu'elle peut se désigner. La richesse, c'est posséder plus que d'autres.

Mais ce n'est pas encore suffisant. Il faut encore que tous se soient accordés sur la place que l'on donne à la possession matérielle. Dans une société dont la majorité des membres se contreficherait d'accumuler des biens, celui qui en aurait fait son but principal ne pourrait être tenu pour riche et passerait seulement pour quelque excentrique collectionneur. Pour que la chose que je possède en grande quantité me fasse riche, il faut que la quantité que j'en ai soit désirée par la majorité des autres qui l'ont en moins ou n'en ont rien. La richesse est la possession d'une quantité de biens matériels que la majorité n'a pas et qui lui manque […]

Comment la richesse peut-elle être ennemie efficace de la pauvreté ? Considérant le besoin qu'elle en a pour exister, peut-on la croire lorsqu'elle dit souhaiter la disparition de la pauvreté ? Que peut être la lutte contre la pauvreté imaginée par des riches alors qu'être riche, idéal de vie sociale, dépend entièrement de la constance d'une capacité à posséder sans partage ? […] N'est-elle pas plutôt un entretien, un maintien de la pauvreté dans une position telle qu'elle ne puisse menacer nulle part la satisfaction que les riches trouvent dans la richesse ? Que peut vouloir la richesse à la pauvreté si ce n'est, seulement, qu'elle lui reste supportable ? Qu'elle lui reste, et supportable ? […]



III De quelle richesse parlons-nous ?

> « Au bout du compte, la "lutte contre la pauvreté" s'inscrit pleinement dans le projet de mondialisation de l'économie. Elle lui apporte ce "supplément d'âme" qui lui est si nécessaire pour tenter de calmer tous ceux qui, au travers de multiples manifestations spectaculaires ou de protestations individuelles, tentent de s'y opposer. On retrouve ici le principe qui consiste à utiliser des valeurs indiscutables pour justifier des "programmes" qui débouchent sur l'exact contraire de ce qu'ils prétendent réaliser. »
>
> Gilbert Rist
>
> *Le développement, histoire d'un croyance occidentale,* Presses de Sciences-Po, 1996

En général, le concept de développement se base sur une vision de la richesse fortement contestable. Afin d'expliciter notre propos, nous avons choisi de reproduire ici un extrait du livre ***La guerre aux pauvres***, des auteurs sénégalais Jean-Michel Bruyère et Issa Samb (éd sens&tonka, 2002).*

« La ''lutte contre la pauvreté'', parlons-en : il est à présent sur Terre 3 personnes les plus riches qui ''possèdent'' ensemble davantage que 600 000 000 autres, les plus pauvres. [...] On aurait pu choisir de lutter contre les plus riches, ils ne sont que trois. A quelques bons gaillards, la victoire était facile. On a préféré donner la guerre aux pauvres, qui sont six cents millions, et la bataille, forcément, traîne en longueur. [...]

Qu'est-ce qu'un pauvre ? La pauvreté est le manque de quoi la richesse est l'abondance, d'accord. Mais quoi ? Quel est ce quoi manquant ou abondant sur lequel riches et pauvres du monde entier veulent bien s'accorder ? Parlant de richesse et de pauvreté, les sociétés matérialistes et marchandes qui nous dominent et se propagent n'y comptent pas les valeurs d'ordre intellectuel et spirituel. De ceux d'entre nous qu'elles disent riches et qu'elles placent en haut de leur pyramide, elles ne considèrent la richesse qu'en ce qu'ils accumulent ou ont accumulé des biens matériels et de l'argent, en très grande quantité. Être riche, c'est avoir beaucoup d'argent, beaucoup de terres, de maisons, de voitures, de bateaux, d'avions, de bijoux, de vêtements. Mais, beaucoup… Combien ?! [...]

* Retrouvez de plus larges extraits de ce texte sur le site internet des Renseignements généreux. Vous trouverez d'autres approches critiques de la notion de richesse dans *Reconsidérer la richesse* de Patrick Viveret (éd le l'Aube, 2003) ou encore *Quand la misère chasse la pauvreté* de Majid Rahnema (Fayard-Actes Sud, 2003).

Une aide au développement dérisoire*

Chaque année, les pays industrialisés consacrent près de 60 milliards de dollars au titre de l'aide publique au développement. En 1960, l'ONU avait décrété que cette aide devait représenter 1% du PIB** des pays de l'OCDE. En 1992, au sommet de la terre à Rio, cette exigence avait été réajustée à la baisse, soit 0,7%. Mais, en 1995, l'aide publique au développement n'atteignait pas les 0,25% du PIB des pays de l'OCDE.

Comparée à d'autres indicateurs de l'économie mondiale, en particulier la dette des pays du Sud, l'aide au développement semble dérisoire.

	milliards de dollars	année	source
Aide au développement des pays de l'OCDE	**57/an**	**2002**	**OCDE**
Dette extérieure des pays dits *en développement*	2 400	2002	BM
Patrimoine de 487 milliardaires	1 900	2003	Forbes
Dépenses publicitaires mondiales	1 000/an	1996	PNUD
Dépenses militaires mondiales	900/an	2001	PNUD
Service de la dette extérieure des pays dits *en développement* (remboursement capital + intérêts)	343/an	2002	BM
Dépense des ménages européens en cigarettes	50/an	1996	PNUD
Fonds nécessaires pour un accès mondial à l'eau, l'éducation, les soins de base et la lutte contre le SIDA	90/an***	2000	PNUD, ONU

Glossaire : OCDE = Organisation de coopération et de développement économique, BM = Banque Mondiale, Forbes = magazine anglo-saxon, PNUD = Programme des Nations Unies pour le Développement, ONU = Organisation des Nations Unies

* Pour une étude plus approfondie de l'aide au développement, en particulier ses détournements et ses contradictions, lire la brochure *Que devient l'aide au développement ?* (Les renseignements généreux)

** Le Produit Intérieur Brut est un indicateur de l'activité économique.

*** Pendant 10 ans. Alors que l'ONU estime à 10 milliards de dollars par an les sommes nécessaires pour lutter efficacement contre le SIDA, bien moins de 3 milliards y sont consacrés. De manière générale, les fonds mondiaux contre le sida, la tuberculose et la malaria peinent à réunir des fonds.

Un commerce international générateur d'inégalités

> « Je définirais la mondialisation comme la liberté pour mon groupe de s'implanter où il veut, le temps qu'il veut, pour produire ce qu'il veut, en s'approvisionnant et en vendant où il veut, et en ayant à supporter le moins de contraintes possibles en matière de droit du travail et de conventions sociales. »
>
> Percy Barnevick, à l'époque PDG d'ABB, déclaration de 1995

Selon le pari du développement, il n'y aurait pas de relation entre l'enrichissement au Nord et la pauvreté au Sud. L'examen du commerce international montre une réalité bien différente. Dans un contexte concurrentiel où les pays industrialisés sont dominants, la précarité du Sud apparaît comme la *conséquence* du mode de développement des pays industrialisés.

Nous pourrions simplifier les mécanismes de l'économie mondiale ainsi :

– ***Pays industrialisés : une domination commerciale***
Réalisant environ 80% du PIB mondial, avec près de 20% de la population planétaire, les pays de la Triade (États-Unis, Europe occidentale, Japon...) dominent largement les secteurs de production, d'exportation et de consommation. En 2002, ils représentaient 70% du commerce mondial de marchandises, dont 80% au sein même de la Triade. Ils dominent enfin le commerce de produits manufacturés ; en 1990, plus de 70% des exportations de ces produits étaient réalisés par les pays de l'OCDE*.

– ***Pays du Sud : une économie tournée vers le Nord, déficitaire***
Encouragés en cela par les politiques de développement, les pays du Sud réalisent plus de 70% de leurs échanges commerciaux avec les pays du Nord. Ce commerce se fait dans des conditions de plus en plus défavorables. Alors que les exportations de matières premières constituent la principale ressource des pays du Sud, les prix ont fortement diminué depuis les années 80, en grande partie sous l'effet des politiques libérales des institutions internationales (Banque Mondiale, FMI, etc.). En conséquence, les balances commerciales des pays du Sud sont généralement déficitaires ; les ventes de matières premières ne compensent pas les importations de marchandises.** Enfin, les pratiques de dumping des pays du Nord, spécialement en matière de produits agricoles, détruisent la paysannerie des pays du Sud.***

* 60% du reste de ces exportations étaient le fait de la Corée du Sud, Taïwan, Hong-Kong et Singapour.
** C'est une des causes de l'endettement des pays du Sud. Ajoutons que les exportations de matières premières, bien que génératrices de devises, constituent un appauvrissement global. Un seul exemple : La dévastation de la forêt équatoriale n'a apporté quelques rentes qu'aux castes dirigeantes, et ces ressources naturelles ont disparu à jamais.
*** cf. brochure *La dictature du rendement* (Les renseignements généreux).

BETISIER DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

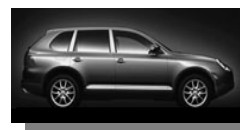
Le développement durable est un concept à la mode. Les plus grands industriels de la planète y font référence : Monsanto, TotalFinaElf, Renault, Areva, Suez, L'Oréal, Carrefour… Morceaux choisis :

« Le développement durable n'est ni une utopie ni même une contestation, mais la condition de survie de l'économie de marché. »
Louis Schweitzer, PDG de Renault, Les échos, décembre 2004

« Le développement durable est réalisé au mieux grâce à une concurrence ouverte au sein de marchés correctement organisés qui respectent les avantages comparatifs légitimes. De tels marchés encouragent l'efficience et l'innovation qui sont toutes nécessaires à un progrès humain durable. »
BASD, Business Action for Sustainable Development, regroupant 167 multinationales

« Le développement durable, c'est tout d'abord produire plus d'énergie, plus de pétrole, plus de gaz, peut-être plus de charbon et de nucléaire, et certainement plus d'énergies renouvelables. Dans le même temps, il faut s'assurer que cela ne se fait pas au détriment de l'environnement. »
Michel de Fabiani, président de BP France, rencontres parlementaires sur l'énergie, 2001

« L'objectif affirmé de Porsche est de réduire au minimum les effets préjudiciables à l'environnement, et de soutenir également les efforts internationaux visant à résoudre les problèmes écologiques globaux. »
Site Internet de Porsche



Nouveau Porsche 4 x 4 Cayenne
2 tonnes et demi , 450 Chevaux, 266 Km/h, pot catalytique.

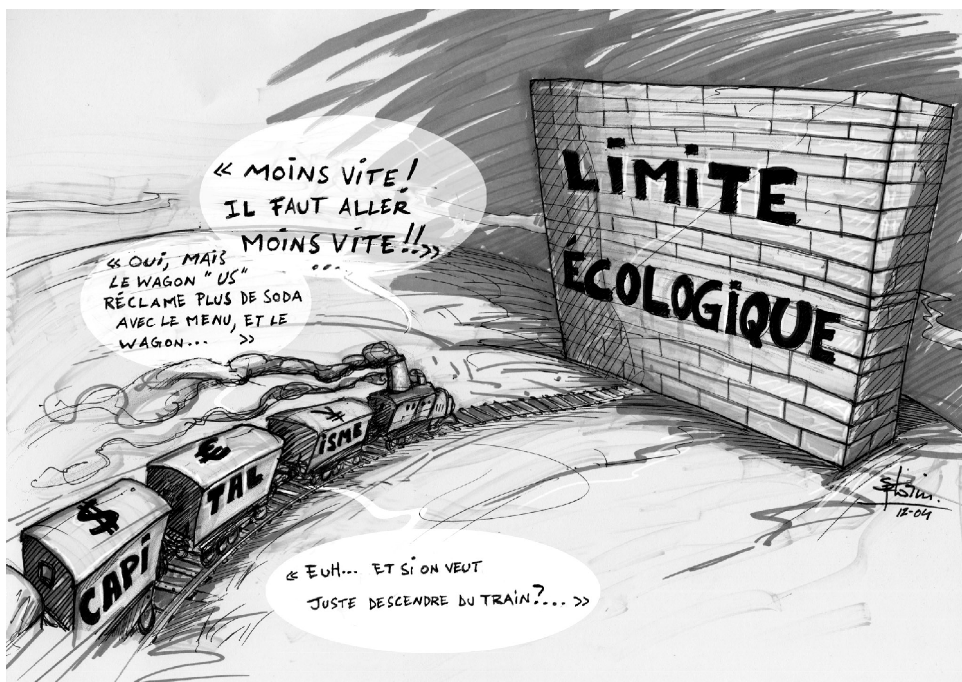
". . .Un texte qui stimulera la recherche scientifique et l'innovation technologique pour inscrire la CROISSANCE ECONOMIQUE dans le cadre du DEVELOPPEMENT DURABLE… "
Jacques Chirac, à propos de la Constitution Européenne, allocution du 3 mai 2004

Retrouvez l'intégralité du bêtisier du développement durable sur le site du journal « la décroissance » http://www.decroissance.org

Ce caractère destructeur est largement reconnu et médiatisé : l'inéluctable épuisement des ressources, les problèmes de santé publique liés à la pollution, le trou dans la couche d'ozone, le changement climatique, etc. Tous ces constats sont notamment ceux du sommet de Rio, en 1992, où a émergé le concept de *développement durable.* Plus de 10 ans après, les changements sont infimes. A la proposition de Maurice Strong du 4 avril 1992 : « *Notre mode de développement, qui conduit à la destruction des ressources naturelles, n'est pas viable. Nous devons en changer.* » fait écho la déclaration de Georges Bush Senior en 1997 : « *Notre niveau de vie n'est pas négociable.* ». Depuis 1990, les émissions de CO_2 ont augmenté de plus de 20% aux États-Unis…

Bien sûr, l'impossibilité de généraliser le mode de vie occidental ne prend pas en compte d'éventuels progrès techniques fulgurants. Mais il est permis de douter de ces espoirs.*

Depuis quelques années, le concept de *décroissance* est de plus en plus médiatisé. Il questionne l'idéologie de la croissance et celle du progrès, intimement liées. Contrairement au développement durable, la décroissance souligne que capitalisme et écologie sont incompatibles.**



* Plus de détails dans *Les illusions du progrès* (Les renseignements généreux)

** Nous vous conseillons à ce sujet la lecture du journal *La décroissance* et leur site internet www.decroissance.org

Pour toutes ces raisons, les relations Nord/Sud se rapprochent davantage d'une guerre économique que d'un processus de développement bienveillant. Les pays industrialisés fonctionnent comme des « *pompes à capitaux et à matières premières* », non comme des « *généreux donateurs* ».

Que conclure face à ces constats ?

« *Il est dans la nature du "développement" de mettre à la disposition des consommateurs une surabondance de biens mais aussi de produire de l'inégalité et de l'exclusion. Tous les documents consacrés au "développement" sont unanimes dans leur constat : l'écart entre le Nord et le Sud (mais aussi entre les riches et les pauvres des deux ensembles) ne fait que se creuser. L'aveuglement qui frappe la réflexion permet de faire comme si cette affirmation pouvait être considérée comme une "donnée" sans autre lien avec le discours qui en découle sinon de lui fournir sa légitimation. Or, loin de combler le fossé que l'on déplore rituellement, le "développement" ne cesse de l'agrandir.*

Si ce mécanisme de causalité cumulative passe inaperçu, c'est non seulement parce qu'il ne peut pas être intégré à l'intérieur de la croyance, mais aussi parce que, entre les deux moments qui permettent de mesurer la croissance de l'écart, le spectaculaire enrichissement des mieux lotis entretient chez les laissés-pour-compte l'espoir d'une redistribution possible. On s'y accroche avec d'autant plus de force qu'il en existe des signes, que l'on voudrait avant-coureurs : certains surplus alimentaires sont acheminés vers les zones où règne la malnutrition, ou permettent à des administrations ruinées de rémunérer leurs employés ; quelques dizaines de milliards de dollars, distribués chaque année par les pays riches au titre de la "coopération au développement", financent des infrastructures utiles à tous, comblent les déficits budgétaires ou stimulent l'achat de matériel militaire ; des ONG mobilisent la société civile des pays nantis (sans négliger un complément de fonds publics) pour accorder des dons aux populations défavorisées, prendre en charge un dispensaire, soutenir les initiatives d'un groupement coopératif, appuyer des institutions scolaires ou de crédit populaire ; […] les institutions financières accordent des prêts à des conditions de faveur et, moyennant certaines conditions habituelles, rééchelonnent les dettes des États impécunieux.

Tout porte donc à croire que la solidarité est possible et que la reconnaissance d'un intérêt commun finira par l'emporter. Même si l'aide publique au "développement" retourne dans le circuit économique des pays donateurs, même si le bradage des surplus agricoles constitue une opération plus avantageuse que leur perpétuel stockage, même si la sauvegarde du système monétaire financier et international vaut bien l'injection de quelques milliards pour éviter son effondrement.

*L'essentiel est d'entretenir la croyance.** »

* Gilbert Rist, *Le développement, histoire* d'un *croyance occidentale* (voir bibliographie)

Sommes-nous en train de nous tromper de critique ?

A mi-chemin de cet exposé, sommes-nous en train de confondre les politiques *réelles* menées par les pays occidentaux avec la *théorie* développementiste ? Autrement dit, est-ce le modèle développementiste qui est en cause ou la manière dont il est appliqué ?

Vaste débat, qui nécessiterait l'étude de l'histoire politique des 50 dernières années.* Notons simplement ceci :

L'essentiel de la politique internationale a été faite *au nom du développement* et semble appliquer ses recettes : logique capitaliste, recherche de la croissance économique, libéralisation des marchés du Sud, augmentation de la production et de la consommation, etc. La même logique est mise en oeuvre dans les pays occidentaux.** C'est pourquoi il nous semble que *« le chômage et l'extension de la pauvreté au Nord, l'aggravation des difficultés socio-économiques au Sud sont les différents aspects d'un seul et même problème : celui des conditions dans lesquelles se forme la richesse au niveau national et mondial. »****

Questionner l'idéologie du développement, c'est également questionner l'idéologie de la croissance, du libéralisme, de l'économicisme. Ceci nous incite à penser que la situation actuelle résulte de la théorie développementiste.

Ceci étant dit, nous verrons dans la suite de cet exposé combien le développement peut également être perçu comme un *discours* qui sert à masquer la néo-colonisation et les aspirations hégémoniques du Nord sur le Sud.

Dans tous les cas, ce sont bien les politiques menées par les gouvernements, les institutions internationales et les multinationales occidentales que nous mettons en cause.

* A ce propos, nous vous conseillons le livre de Serge Halimi, *Le Grand Bond en arrière,* éd Fayard, 2004.
** En France, on retrouve dans la plupart des discours politiques ou économiques la rhétorique du développement (croissance, développement local, progrès, etc.).
*** François Partant, *La fin du développement,* éd Babel, 1997

III Une impasse écologique

> « Nous n'avons qu'une quantité limitée de forêts, d'eau, de terre. Si vous transformez tout en climatiseurs, en pommes frites, en voitures, à un moment vous n'aurez plus rien. »
>
> Arundathi Roy
>
> *Défaire le développement, sauver le climat,* revue L'Écologiste n°6.

Et si nous étions tous *développés* ?

Imaginons 6 milliards d'humains consommant chacun 200 grammes de viande et 300 litres d'eau par jour, rejetant 400 kilogrammes de déchets ménagers par an. Imaginons les rejets en gaz carbonique de 3 milliards d'automobiles. Imaginons 3 milliards de téléviseurs et de frigos renouvelés tous les 5 ans. Sur le plan purement écologique, 6 milliards d'humains produisant et consommant autant que le Nord-Américain ou l'européen moyen signifierait la destruction de la biosphère.

L'impossibilité d'une croissance capitaliste durable et généralisable, centrée sur l'industrie énergivore, le tout automobile ou l'agriculture intensive, est désormais une évidence. Notre mode de vie repose sur la consommation d'un capital non reproductible ; énergies fossiles, minerais, terres agricoles, atmosphère saine, etc. L'empreinte écologique, indicateur créé pour mesurer l'utilisation par l'homme de ressources non renouvelables, aurait grimpé de 80% entre 1961 et 1999 pour atteindre un niveau de 20% supérieur à la capacité biologique de la Terre.*

Quelques chiffres : Depuis 1900, la concentration de CO_2 dans l'atmosphère aurait augmenté de 30%. On prévoit une augmentation de la température terrestre de plusieurs degrés d'ici 2100. Chaque année, 500 millions de tonnes de déchets dangereux seraient jetés dans le monde. Quasiment 75% des zones de pêche seraient exploitées à pleine capacité, surexploitées ou épuisées. En 30 ans, les populations des espèces terrestres et marines auraient diminué de 30% environ ; environ 27 000 espèces vivantes disparaîtraient chaque année. Le déclin de la production de pétrole serait prévu entre 2010 et 2030, etc.**

* L'empreinte par personne des pays à hauts revenus serait en moyenne 6 fois plus élevée que celle des pays à faibles revenus, et environ 3 fois supérieure à la capacité biologique de la Terre. Source : rapport *« Planète vivante »* 2002 du WWF (disponible sur http://www.wwf.fr)

** chiffres approximatifs et basés sur des hypothèses de calcul à examiner, d'où l'emploi du conditionnel. Sources : *STOP* de Bartillat et Retallack (2003); *Mal de Terre* de Reeves (2003); *L'avenir climatique* de Jancovici (2002), les rapports sur l'environnement du PNUD (Nations Unies).